



Département de la  
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/02/2018

Publication : 06/02/2018

Le Maire,  
Daniel Fidelin



Arrondissement du  
HAVRE

**D.2018.01/10**

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 29 janvier 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	27
Nombre de Pouvoirs .....	6
Nombre de Votants .....	33

Extrait de la délibération affiché le **02 février 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **29 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.05), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY** (à partir D.20), Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**  
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEVRE**  
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**  
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**  
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

**Secrétaire de séance**

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 29 janvier 2018

2018.01/10

### FINANCES – REAMENAGEMENT DE DEUX PRETS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS GARANTIS PAR LA VILLE POUR L'EHPAD DE LA BELLE ETOILE

**Mr Laurent GILLE, Adjoint au Maire.** – La Ville de Montivilliers a accordé sa garantie pour deux prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations le 25/11/2011 pour l'EHPAD de la Belle Etoile. L'EHPAD souhaite réaménager ces deux prêts afin d'obtenir des conditions plus favorables.

Le premier prêt (n° 1214659) dont le capital restant dû est de 2 643 487,12 € avait un taux fixe de 3,20 %. Il serait désormais indexé au taux du Livret A (0,75 % actuellement) avec une marge de 0,930 % soit un taux de 1,68 %.

Le second prêt (n° 1214684) dont le capital restant dû est de 4 361 507,41 € était indexé sur le taux du Livret A avec une marge de 1,07 %. Le réaménagement permettrait au prêt d'être indexé sur le taux du Livret A avec une marge de 0,930 %, soit un taux de 1,68 %.

La durée de ces prêts est de 35 ans et la quotité de garantie est 100 %.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** les articles L.2252-1 et L.2252-2 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'article 2298 du Code Civil ;

**VU** l'annexe à la délibération émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations relatant les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêts réaménagés ;

**VU** la délibération n° 4 du 25/11/2011 de garantie initiale de ces prêts ;

**CONSIDERANT**

- Que la Ville a déjà garanti ces deux prêts à l'origine et que les conditions du réaménagement sont plus favorables ;
- Que par prudence le montant des annuités garanties, majoré de l'annuité de la dette ne doit pas dépasser 50 % des recettes réelles de fonctionnement. Ce ratio prudentiel au 31/12/2017 est de 21,58 % ;

**VU** le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des finances, des espaces publics, des cimetières et des commissions de sécurité ERP ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- De réitérer la garantie de la Ville de Montivilliers (ci-après dénommée le garant) à 100 % pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'EHPAD de la Belle Etoile (ci-après dénommée l'emprunteur) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies ci-dessous et référencées à l'Annexe « *Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées* ».
- Que la garantie est accordée dans les conditions suivantes :
  - La garantie est accordée pour chaque ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.
  - Les nouvelles caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « *Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées* » qui fait partie intégrante de la présente délibération.
  - Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisibles indexés sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes du prêt réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.
  - Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.
  - À titre indicatif, le taux du Livret A au 15/02/2017 est de 0,75 %.
  - La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
  - Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, le garant s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
  - Le conseil municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

**Impact budgétaire**

Budget principal

Pas d'impact budgétaire

sauf cas de défaillance de l'EHPAD de la Belle Etoile dans le remboursement de prêt

**ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

Le Maire



